

Le 6 mai 2007

## Barrer la route à Sarkozy !

Avec 11,5 millions de voix, le candidat de la droite dure arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle. Avec 9,5 millions de voix la candidate du PS sera présente au second tour. Ce duel sera arbitré par les 6,8 millions d'électeurs qui ont voté pour le candidat de la droite molle qui ne sait toujours pas, à ce jour, s'il doit rester à droite ou pencher à gauche comme le lui conseillent ses amis italiens et européens. Le FN perd un million de voix car une partie de son programme a été vampirisée par l'ancien ministre de l'intérieur, toutefois il continue de tromper encore trop de travailleurs. 3,3 millions d'électeurs et d'électrices ont voté pour les candidats à la gauche du PS dont pratiquement la moitié d'entre eux pour celui de la LCR dont la campagne est entrée en résonance avec les luttes sociales, la victoire du non le 29 mai 2005 et celle contre le CPE en 2006.

### Le MEDEF a besoin d'un Thatcher français

Si le bilan du second mandat présidentiel de Jacques Chirac est globalement positif pour le grand patronat, ce dernier – par la voix du MEDEF – a fait savoir que c'était encore insuffisant. Le capital aspire au pouvoir absolu, il ne supporte pas d'être en permanence sous la menace de puissants mouvements sociaux susceptibles de contrecarrer ses projets. Pour cela il a besoin d'un gouvernement à la Thatcher. Cette perspective est incarnée par Nicolas Sarkozy. Ce dernier réaffirme sa politique de casse sociale dans *Le Monde* du 26 avril. S'il est élu, ses premières mesures avant l'été seront : la « flexisécurité », mot barbare qui signifie un contrat de travail unique basé sur le CNE-CPE associé à la liberté de licenciement ; le service minimum dans les services publics et l'encadrement du droit de grève avec ou sans l'accord des syndicats selon ses propres paroles.

Voilà les travailleurs avertis avant de voter !

A ce programme antisocial à 100% s'ajoute une orientation profondément antidémocratique. C'est ainsi qu'il a décidé d'imposer par la force le traité constitutionnel européen rejeté en 2005. Cette politique réactionnaire, se fondant à la fois sur un culte chauvin de l'identité nationale et un intégrisme chrétien, possède tous les attributs de la guerre sociale. Pour que le tableau soit complet, il faut avoir présent à l'esprit que le candidat de l'UMP est servilement aligné sur la pire des politiques de l'impérialisme états-unien.

Dans leur grande majorité les travailleurs et la jeunesse, comme l'attestent les luttes sociales et les

mouvements de grèves actuels, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la prise de l'Elysée par un croisement entre Margaret Thatcher et George W. Bush.

### Mettre un bulletin « Ségolène Royal » dans l'urne

Ce réflexe de classe ne signifie nullement la signature d'un chèque en blanc à la candidate de l'ordre juste, à son orientation social-libérale et à son ouverture en direction de François Bayrou.

Malgré les choix politiques de Ségolène Royal, le 6 mai, les travailleurs et la jeunesse exprimeront :

- ▶ Leur rejet de la dictature de la concurrence libre et non faussée comme ils l'ont fait le 29 mai 2005 ; ce qui implique une rupture avec l'échafaudage capitaliste qu'est l'Union européenne.
- ▶ Leur volonté d'abroger toutes les mesures anti-sociales prises depuis 1983 lors du fameux tournant de la rigueur impulsé par un certain... Jacques Delors.
- ▶ Leur aspiration à disposer d'un pouvoir politique capable de résister à l'hégémonie des capitalistes parasites et assistés (65 milliards d'euros de cadeaux fiscaux plus 20 milliards d'exonération de cotisations sociales par an).
- ▶ Leur refus d'un gouvernement d'alliance avec le prétendu centre. L'exemple italien du gouvernement Prodi, allant des amis de François Bayrou à Rifondazione Comunista montre qu'une telle approche est une impasse pour les exploités et les opprimés.

Quel que soit le résultat du 6 mai les travailleurs et la jeunesse n'auront pas d'autre choix que de résister à la politique gouvernementale. Pour être efficace, c'est-à-dire à terme parvenir à un gouvernement dont l'action sera la mise en oeuvre des revendications politiques de la classe ouvrière, cette dernière devra s'atteler à la construction d'une force politique réellement indépendante.

Cette perspective n'est pas une vue de l'esprit. Elle s'appuie sur les luttes qui ont marquées ses cinq dernières années contre la casse des retraites, les licenciements à répétition, contre le CPE, etc. Elle dispose d'une base populaire d'un peu plus de 3 millions de personnes.

Plus vite ce chantier sera ouvert, mieux ce sera.